

PALESTINE : Rassemblement pour la paix

Mercredi 15 mai, 17 h 30, République. Paris

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction : Jacques Chabalié - Guénoël Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur : Jean-Louis Le Moing
Rédaction : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) - Mèl : communistes@pcf.fr - Relecture : Jacqueline Lamothe - Mise en pages : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

Pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité

26 mai, partout en France

marée populaire

Dans l'AGENDA du PCF

Toute l'actualité du collectif national des cheminot-e-s communistes sur la page Facebook : La Bataille du Rail
Exposition Mai 68-2018 : Vers de nouvelles conquêtes. PCF, 2 place du Colonel-Fabien, Paris 19, jusqu'au 15 juin
17 mai : Soutien aux parents d'élèves, à 20 h 30, salle de la Corne de Cerf, à Lamballe (22)
17 mai à 19 h : Le défi politique de l'antiracisme, 29 route de Montfavet, Avignon (84)
18 mai : Le service public n'a pas de prix ! Avec Elsa Faucillon, députée, salle Roger Laval, Figeac (46)
19-21 mai : Fête de l'Huma Poitiers, Buxerolles (86)
20-21 mai : Festival de l'humain d'abord ! à Avion (62)
22 mai : Manifestations pour la fonction publique
22 mai : Projection-débat, Agent orange, une guerre chimique, Marseille (13)
23 mai : Marche en mémoire des descendant-e-s d'esclaves, jardin des Tuileries, Paris
23 mai : Soutiens aux militant-e-s syndicaux d'Air France et de PSA
26 mai : Manifestations et rassemblements partout en France
9 juin : Marche sur l'Élysée, Hauts-de-France



Vient de paraître Cause commune



L'ACTU

A L'INITIATIVE

Déclaration du CEN - 14 mai 2018

Le PCF s'engage pour réussir, le 26 mai, partout en France, face à Macron, une marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité

Le premier anniversaire de la cordée conduite par Emmanuel Macron, son gouvernement et la majorité parlementaire, est marqué par des fronts de contestation, des mobilisations et des luttes multiples. Les masques du « et en même temps » et d'une communication à l'américaine tombent les uns après les autres. Aujourd'hui, selon un récent sondage, 86 % de la population dit ne pas avoir bénéficié de la politique engagée par le nouveau pouvoir. Seuls les plus fortunés, les actionnaires, les grands patrons peuvent dire « Merci Macron ».

Emmanuel Macron a fait le choix de l'autoritarisme, du passage en force et du mépris de classe. Son objectif est d'imposer une restructuration complète de notre société en s'attaquant prioritairement à l'égalité, la justice sociale et la solidarité. Cette stratégie s'accompagne d'une dérive atlantiste et militariste lourde de dangers.

La politique Macron est contestée par des mobilisations et des luttes nombreuses dans le pays, par des actions syndicales, associatives, citoyennes et politiques qui, malgré le matraquage des médias dominants, font entendre l'exigence d'autres choix politiques.

A la SNCF, alors que le gouvernement comptait sur l'isolement des cheminots et la division des syndicats, la bataille ferroviaire engagée par l'intersyndicale a changé la donne. Le débat, que ne voulait absolument pas Emmanuel Macron et son Premier ministre, porte aujourd'hui sur une question : quelle ambition pour le ferroviaire public ? Face aux arguments qui lui sont opposés et aux contre-propositions inscrites dans la plateforme des syndicats pour un véritable développement du rail, le gouvernement est en grande difficulté. Le PCF renouvelle son soutien aux grèves en cours et à l'organisation du « Votection » qui permettra aux 150 000 cheminots de s'exprimer. Au-delà, le PCF propose une votation citoyenne permettant à chacun de dire son approbation ou son opposition à cette réforme. Les militant·e·s communistes vont poursuivre et amplifier le travail d'explication, de décryptage des enjeux et de propositions partout dans le pays. La bataille du rail qui s'engage au Sénat va être importante. Notre groupe y portera notamment l'exigence des conditions de reprise de la dette de la SNCF passant par l'incensibilité des titres détenus par l'État.

A Air France, en réponse au chantage et aux intimidations de la direction de la compagnie, les organisations syndicales, là aussi dans un cadre unitaire, ont obtenu une magnifique victoire, qui conforte l'ensemble du mouvement syndical et social. Plus de 80 % des salariés se sont exprimés avec une très nette majorité n'acceptant pas les propositions du PDG d'Air France. Il revient maintenant à l'État, qui est l'actionnaire principal, de prendre en main l'avenir

de la compagnie en commençant par donner satisfaction aux revendications salariales de celles et ceux qui sont la richesse de cette compagnie.

A Carrefour, et dans de nombreuses entreprises privées, des mobilisations se font jour pour l'emploi, les conditions de travail et l'augmentation des salaires.

Dans les universités, le gouvernement s'emploie à marginaliser le mouvement de contestation de Parcoursup et de la loi ORE et à briser les mobilisations des syndicats en cours, y compris par l'intervention des forces de l'ordre lors des assemblées générales ou pour assurer la tenue d'examens dans des conditions inacceptables. Une pression de plus en plus forte s'exerce sur les enseignants, menacés de sanctions disciplinaires. Alors que 65 000 étudiants supplémentaires sont attendus lors de la prochaine rentrée universitaire, ce qui est une très bonne chose, le dispositif actuel va de nouveau conduire à une situation ingérable et à une sélection renforcée. Le PCF appelle donc à poursuivre et à amplifier la mobilisation. Les sections du PCF s'ouvrent pour organiser des révisions du Bac et préparer, avec les bacheliers sans affectation, la prochaine rentrée scolaire.

Dans les hôpitaux, le tour de France engagé par les parlementaires communistes établit, à chaque étape, le même constat. L'hôpital public ne tient qu'à un fil, celui du dévouement des personnels. Les équipes sont épuisées. C'est tout un système qui dysfonctionne avec des soignants totalement débordés et à bout. Une récente note interne aux services du ministère de la Santé annonce, contrairement aux déclarations publiques de la ministre, qu'il existe bel et bien un nouveau plan d'économie de 1,2 milliard d'euros à prélever sur la masse salariale entre 2018 et 2022, soit l'équivalent de 30 000 postes sur 5 ans. L'hôpital public ne s'en relèverait pas. Le PCF appelle à démultiplier les initiatives pour la défense de nos hôpitaux et pour un système de santé répondant aux besoins humains. La rencontre nationale de bilan du tour de France organisée par les parlementaires communistes le 5 juillet sera une étape nationale importante.

Dans l'énergie, l'annonce de la privatisation des barrages hydrauliques a été une onde de choc qui a donné corps à un vaste mouvement unitaire pour sauvegarder ce bien public. Les chaînes humaines que nous avons initiées font des émules.

Suite à la remise en cause du statut de l'Office national des forêts, nous serons le 17 mai prochain dans les manifestations unitaires pour préserver nos forêts et la filière bois.

Dans un tel contexte, la journée de mobilisation dans la fonction publique, le 22 mai prochain, à l'appel de l'ensemble des fédérations, est un rendez-vous de très grande importance. La réussite

de cette journée permettra de faire entendre les exigences et les propositions sur une question essentielle dans la confrontation politique et idéologique qui nous oppose à Emmanuel Macron. Dire la nécessité du développement et de l'élargissement des services publics, des biens communs, c'est dire le choix de société qui est le nôtre, celui d'une égalité réelle.

Concernant les quartiers populaires, le Président de la République a commandé un rapport, en novembre dernier, à Jean-Louis Borloo. Ce dernier, après un travail collectif, en lien direct avec les élus et les associations, vient de lancer un cri d'alarme. Le diagnostic est clair et s'impose à tous, à commencer par Emmanuel Macron, nous devons ramener la République dans les quartiers populaires. La généralisation des expérimentations locales qui ont réussi est la piste à suivre. Les moyens financiers, moitié moins que le coût du CICE, doivent être mobilisés. Les élus locaux et les associations doivent être au cœur du dispositif de mise en œuvre et de suivi de actions qui seront engagées. Emmanuel Macron donnera ses arbitrages le 22 mai. Il s'agira d'un moment de vérité. Le PCF appelle à la mobilisation pour une pression maximum sur le gouvernement. Le 9 juin, la Marche sur l'Élysée des Hauts-de-France permettra de faire entendre les oubliés de la République mobilisés pour la dignité et contre l'austérité.

Face à ces fronts de mobilisation, la stratégie à l'Élysée, à Matignon et dans les ministères est de miser sur des oppositions sectorielles qui ne convergent pas en les réprimant.

Le PCF appuie le processus de travail unitaire qui a conduit à la proposition d'une journée de mobilisation le samedi 26 mai avec toutes les forces sociales, syndicales, associatives, politiques qui veulent ensemble réussir un beau rendez-vous citoyen. Dans le respect des champs d'interventions respectifs, sans qu'aucune composante à cette construction unitaire inédite ne cherche à s'imposer, à dominer, nous appelons nos organisations et nos adhérents à œuvrer à la réussite de cette journée « marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité », à diffuser très largement l'appel unitaire, à créer les conditions, partout dans le pays, d'une journée qui rassemble le plus fortement possible pour des alternatives à la désastreuse politique d'Emmanuel Macron et du gouvernement. Les organisations du Parti, ses adhérent·e·s, ses élu·e·s, en fonction des réalités locales, sont invité·e·s à co-organiser dans leurs villes et leurs villages, soit le vendredi 25 au soir, soit le samedi 26 au matin, les rassemblements unitaires pour permettre une convergence vers les manifestations départementales ou régionales décidées. ✪



Morlaix (29) Succès de la 54^e Fête du Viaduc

La 54^e fête organisée le 1^{er} Mai par la section du PCF du Pays de Morlaix a connu un grand succès : 250 personnes à l'inauguration, 180 repas servis au restaurant sur la fête, au moins 400 personnes au cours de la journée.

Une exposition sur la Première Guerre mondiale ; documentation, presse, revues et livres politiques ; pétition de défense du service cardiologie menacé à Morlaix ; soutien à la Palestine ; cagnotte pour les cheminots ; musique ; soleil... tout y était, avant un discours très offensif d'Olivier Dartigolles, suivi et apprécié par une nombreuse assistance. ✪

Daniel Ravasio
secrétaire section PCF Morlaix



Fonction publique, SNCF, services publics : Valence, un 25 avril réussi. Une soirée débat avec Didier Le Reste et Anicet Le Pors pour ouvrir une autre perspective ! ✪

Fêtes départementales

GIRONDE : Fête de l'Huma les 19, 20 mai à Villenave-d'Ornon

PAS-DE-CALAIS : Fête de l'humain d'abord les 18, 19, 20 mai à Avion

VIENNE : Fête de l'Humanité Poitiers les 19, 20 mai à Buxerolles

LOIRE-ATLANTIQUE : Fête des Nouvelles les 19, 20 mai à St-Nazaire

Congrès

L'expérience de la Seine-St-Denis

Entretien avec Nathalie Simonnet, membre de la direction du PCF, secrétaire fédérale de Seine-Saint-Denis.

Communistes OÙ EN ÊTES-VOUS DE LA PRÉPARATION DU CONGRÈS EN SEINE-SAINT-DENIS ?

NATHALIE SIMONNET : Lors de l'assemblée des secrétaires de section en novembre dernier, nous avons décidé de préparer le congrès de façon différente. Nous avons décidé de nous laisser beaucoup de temps pour réfléchir, instruire les débats, piocher les questions avant la phase statutaire d'adoption de la base commune. L'envie est forte de réfléchir collectivement dans un cadre ouvert faisant primer l'échange sans figer les positions pour mieux cerner les enjeux. Nous avons mis cette période à profit pour organiser au niveau fédéral mais aussi des sections de nombreux débats ainsi que des initiatives liées à la situation politique actuelle, tant nationale que locale.

Communistes PEUX-TU M'EN DIRE PLUS SUR LES DÉBATS QUE VOUS AVEZ ORGANISÉS ?

N. S. : Les trois conférences « Penser le monde avec Marx » de Bernard Vasseur ont été des temps forts de cette réflexion de congrès. Plus de 120 camarades ont participé à ces conférences passionnantes. Nous avons décidé de les publier dans un livre qui nous permettra de poursuivre ce débat dans les sections. La séance de travail avec Francis Wurtz sur les enjeux européens dans notre combat de transformation de la société a été très appréciée par les camarades. Beaucoup d'arguments ont été échangés, la réflexion poussée notamment sur l'idée d'ouvrir des brèches. De même de nombreux débats ont été organisés dans les sections.

Communistes ET LE 3 MAI, VOUS AVEZ TENU UNE SÉANCE DE TRAVAIL AVEC PIERRE LAURENT SUR BILAN ET PERSPECTIVES DE NOTRE STRATÉGIE ?

N. S. : Oui, plus de 140 camarades ont réfléchi avec Pierre sur les questions de notre stratégie. Cet échange très constructif a été apprécié par les participants. C'est une réflexion sérieuse, s'appuyant sur l'expérience qui s'est engagée. Un des éléments fort qui en est ressorti - mais ce n'est pas le seul -, c'est que les questions ne sont pas coupées en rondelles. Il n'y a pas d'un côté notre réflexion sur l'actualité du combat communiste, notre stratégie et

de l'autre notre capacité à prendre des initiatives, à initier des batailles. C'est une seule et même question traitée par des entrées différentes. Notre discussion a été marquée de bout en bout par la situation politique, notre volonté de la faire bouger et les initiatives de rassemblement que nous prenons pour construire des majorités d'idées, jusqu'à recréer de la conscience de classe et transformer la situation. Nous avons débattus à partir de la lutte des cheminots et des initiatives que nous avons prises pour mener la bataille idéologique, mais aussi des initiatives pour la sauvegarde du logement social, je pense en particulier aux deux batailles victorieuses de Bobigny et de Saint-Ouen contre la vente du parc de logements sociaux. Les communistes de Seine-Saint-Denis sont à l'offensive sur beaucoup de sujets, les très graves questions de sécurité liées au trafic de drogue, les transports qui sont une préoccupation quotidienne, la remise en cause permanente des services publics, des moyens des collectivités qui sont essentiels dans un département comme le nôtre. Ces batailles sont au cœur de notre stratégie.

Communistes DE PROCHAINES INITIATIVES SONT PRÉVUES ?

N. S. : Oui, nous avons initié depuis plus d'un an une structure départementale : « la coopérative des idées ». Co-animée par un collectif large rassemblant des personnalités aux profils divers, la coopérative nous permet de mener un travail réel d'éducation populaire. La prochaine initiative aura lieu le 23 mai et traitera « des nouvelles formes d'exploitation à l'heure du numérique et comment penser l'émancipation du travail au XXI^e siècle ». Autant dire une réflexion au cœur de notre congrès que nous voulons en prise avec le réel. ✪



PARTI PRIS

Le PCF interdit d'Émission politique sur France 2 ÇA SUFFIT !

Le 17 mai, l'Émission politique de France 2 est mise en scène sur le thème de la première année de Macron. Le PCF, malgré nos demandes, en est exclu. Notre formation politique n'est d'ailleurs pas la seule victime de cet ostracisme. Le choix du casting obéit à chaque fois aux mêmes règles prétendument présidentialisées. Des règles au nom desquelles le déni démocratique se répète systématiquement pour toutes les grandes émissions politiques. Rien ne justifie cette mise à l'écart des antennes. Le Parti communiste est l'une des formations les plus actives dans les mobilisations sociales qui dominent l'actualité. Ses élus et ses groupes parlementaires déploient une activité remarquable. Ses propositions animent utilement le débat démocratique. Mais le gouvernement préfère imposer ses interlocuteurs et dicte même la forme des émissions politiques. Le service public n'a pas à se plier à ses injonctions. Le PCF demande donc des engagements précis sur le respect de son droit à la confrontation pluraliste et demande sa participation à l'Émission politique du 17 mai. La démocratie a tout à y gagner. ✪

Pierre Laurent,
secrétaire national du PCF

PLANÈTE

Le Togo, une autocratie monarchique ou une République démocratique en devenir ?

Au Togo, le régime des Gnassingbé, transmis de père en fils depuis un demi-siècle, n'a qu'une seule réponse : la répression aveugle. Après huit mois de marches pacifiques pour réclamer le retour à la Constitution de 1992 et le vote de la diaspora, la violence du pouvoir s'est soldée par la mort de nombreux citoyens, surtout des femmes et des enfants.

La communauté internationale laisse faire et se contente de ressasser les mots creux de « dialogue et élections ». La France, ancienne puissance coloniale, garde un silence complice ponctué de sorties diplomatiques alambiquées retransmises par des médias qui ne donnent pas les cartes aux citoyens pour comprendre les enjeux.

Le général Eyadema, père de l'actuel chef d'État Faure Gnassingbé, a charcuté en 2002 la Constitution de 1992 votée par le peuple togolais par voie référendaire. Le Togo a vécu un régime d'exception à la faveur d'un triple coup d'État constitutionnel, institutionnel et militaro-civil qui installa le fils dans le fauteuil du père décédé en 2005. Depuis lors, trois élections fantômes ont conforté ce régime dans l'arbitraire, la violence aveugle et les crimes, et cela malgré les engagements de réformes constitutionnelles prises en 2006 dans les Accords politiques globaux (APG) avec l'opposition. Après moult dialogues depuis 1991, de Lomé à La Baule, de Lomé à Colmar, de Lomé à Ouagadougou... la valse de 26 dialogues n'a pas abouti. La classe politique en est aujourd'hui à son 27^e dialogue, à tel point que même les acteurs impliqués n'y

croient plus, à commencer par la majorité des Togolais. Le pouvoir, à chaque fois qu'il est acculé, propose le dialogue d'une main et de l'autre appuie sur la gâchette. Ainsi va le Togo depuis un demi-siècle, vidé de toutes les valeurs d'une République ou d'un véritable État. Comment le jeu démocratique peut-il s'opérer avec un tel régime ? Seule la résistance sous toutes ses formes et la rupture totale avec le régime Gnassingbé pourront apporter le salut. Le régime, malmené ces derniers temps par les nombreuses manifestations au Togo et dans la diaspora, compte sur la

“Seule la résistance et la rupture totale avec le régime pourront apporter le salut”

France pour poursuivre ses basses besognes. Pour cela, le pouvoir togolais a littéralement tout donné, son sol et son sous-sol, sa mer et son espace aérien. Des multinationales françaises ont mis la main sur le port de Lomé et l'aéroport. Les accords de défense et de police font la part belle au commerce lucratif de gaz lacrymogène et de munitions de marque française, les phosphates et divers minerais sont

aux mains de proches du dictateur et de son clan.

Les leaders de la Coalition C14 (les 14 partis de l'opposition unie) et le peuple togolais dénoncent cette corruption et continuent de revendiquer courageusement et pacifiquement dans la rue. Et ce, malgré la répression et la barbarie qui a jalonné le régime de la dictature : sévices au camp de torture d'Agombio, cadavres de la lagune de Bé, morts retrouvés sur la plage...

Au Togo l'armée pourchasse la jeunesse dans les rues et va de maison en maison, ne lui laissant que le temps de s'exiler. De nombreux cas d'arrestation des membres de la diaspora sont au passif des Gnassingbé : c'est ainsi que récemment le doyen Antoine Randolph en séjour au Togo a été enlevé ; avant lui ce fut le cas pour Kofi Folikpo, arrêté sans aucune explication. Quel gouvernement en Europe peut se targuer d'ignorer ces pratiques ? Il est temps d'enlever les œillères et de laisser le Togo devenir une République souveraine et démocratique. ✪

Raymond Ayivi
Collectif Afrique PCF



L'éco-communisme

Repenser nos fondamentaux

Les 4 et 5 mai derniers se tenaient à Fabien les Assises communistes de l'écologie. Intervention de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, à l'ouverture des travaux.

Pourquoi était-il si important de placer ces Assises communistes pour l'écologie au cœur du processus de préparation de notre congrès? Tout simplement parce que nous avons décidé que ce congrès devait énoncer avec le plus de force et de clarté possible le sens de notre combat communiste au XXI^e siècle et qu'il est tout simplement impensable de le faire sans mettre la cause écologique au cœur de cette énonciation. Et pourtant, nous avons tant tardé à le faire! Même si cette question figure dans nos têtes depuis longtemps, elle n'a pas été la priorité d'actions transformatrices qu'elle aurait dû être. Il est temps de changer en profondeur l'agenda de nos priorités en la matière.

L'éco-communisme doit devenir un des piliers de notre combat. Que visons-nous en disant cela?

À l'heure de l'Anthropocène, cette séquence de l'histoire de la Terre où les activités humaines génèrent un impact significatif sur l'écosystème planétaire, la crise environnementale est devenue une dimension majeure de la crise historique du capitalisme mondialisé:

- **Une crise climatique** qui a commencé à perturber les équilibres les plus structurants de la biosphère terrestre;
- **Une crise de la biodiversité** marquée par un rythme accéléré de disparition des vertébrés et par une déstabilisation des écosystèmes;
- **Une crise de la ressource en eau** qui, du Moyen-Orient à l'Asie centrale, exacerbe les tensions et mêmes les guerres (d'après l'ONU, le monde devra faire face, d'ici à douze ans, à un déficit hydrique de 40 %);
- **Une crise de la qualité de l'air** qui provoque annuellement 7 millions de morts prématurées (selon l'OMS, globalement, 12 % des décès sont liés à la pollution de l'air et 92 % de la population mondiale respire un air malsain);
- **Une crise de la fertilité des sols** qui s'apprête à générer catastrophes agricoles et pénuries alimentaires.

L'arme atomique n'est plus la seule invention humaine qui pourrait entraîner la destruction de l'humanité. En n'opérant pas de bifurcation historique du mode de développement capitaliste, aujourd'hui en pleine crise et en pleine décadence, la civilisation humaine pourrait provoquer sa propre mise en danger.

Combinée à une crise anthropologique de grande ampleur provoquée par les aliénations capitalistes, crise du travail, crise du sens même des activités et de la production humaines, la crise écologique est, à proprement parler, une crise de l'humanité. Il est temps de réévaluer la portée de notre slogan « l'humain d'abord » à l'aune du combat écologique, car l'humain et son biotope, c'est la planète tout entière, ses ressources, sa biodiversité, ses équilibres, sa temporalité.

L'un des inventeurs de l'écologie, le biologiste allemand Ernst Haeckel, le définissait, en 1866, comme « la science des relations des organismes avec le monde environnant, c'est-à-dire, dans un sens large, la science des conditions d'existence ».

Nous qui, justement, plaçons les conditions d'existence parmi les

déterminants des rapports sociaux, nous devons une bonne fois pour toutes en finir avec la dichotomie de l'homme, de son développement et de son environnement. Longtemps, nous n'avons voulu voir - à tort - dans le marxisme que la dimension socio-économique et historique, déterminée par le rapport de production et l'antagonisme capital-travail.

L'ampleur de la crise civilisationnelle nous invite à repenser notre critique anticapitaliste et notre définition même du communisme. Cela implique de reprendre le fil de l'analyse marxiste où nous l'avons parfois laissé et d'aller au-delà, en posant des problèmes nouveaux, en portant des accusations renouvelées, en inventant des modes d'intervention inédits... John Bellamy Foster nous rappelle - textes à l'appui - que Marx n'a jamais cessé de penser ensemble l'être humain et la nature et qu'il a vigoureusement dénoncé la rupture engendrée par le capitalisme de « l'interaction métabolique entre la nature et les sociétés humaines ».

Crise civilisationnelle

À l'époque où son contemporain Élisée Reclus disait que « l'Homme est la nature prenant conscience d'elle-même... », Karl Marx, qui a été aussi un précurseur en écologie, définissait même le communisme comme « la vraie solution de l'antagonisme entre l'homme et la nature »...

Marx écrit ainsi en 1867 dans un passage du *Capital*: « Chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité... La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du processus de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse: la terre et le travailleur. »

On sait aujourd'hui à quelles aberrations conduisent l'intensification forcée de l'exploitation des ressources des sols et des humains.

L'écologie ne peut plus être considérée comme un point parmi tant d'autres du programme; elle est devenue un enjeu central dans la mise en accusation du capitalisme. Le capitalisme en crise ne réussira plus à développer des systèmes de production durable en raison des contradictions du système de production et de consommation de masse sous contrainte de la recherche effrénée et mondialisée de profits. La crise climatique ne sera pas résolue dans un système qui justifie les gâchis et encourage les consommations inutiles, organise l'obsolescence, finance les méga-fusions et les accords commerciaux hostiles à la santé, au progrès social, à l'environnement.

C'est tout le concept de l'aliénation qui doit être étendu à la confiscation/la dégradation/la destruction de l'environnement humain. Car finalement, outre son activité, sa force de travail, sa créativité, c'est aussi du sens même de ses besoins fondamentaux dont l'individu est dépossédé: manger sainement, respirer un air sans pollution, s'épanouir dans un milieu à son échelle, vivre selon des rythmes soutenables...

Engagement "éco-communiste"

Nous devons repenser nos fondamentaux au service des grandes causes émancipatrices contemporaines. Le niveau prodigieux atteint par la science et la révolution numérique combinées nous invite à réévaluer la place des progrès scientifiques et l'appropriation sociale et démocratique de ces progrès.

Le socialisme de rattrapage qui courait après la productivité capitaliste a aussi produit des catastrophes: assèchement de la mer d'Aral, Tchernobyl, pollution charbonnière en Chine. Le communisme doit être celui non du rattrapage mais du dépassement du capitalisme pour l'invention d'un autre mode de développement, résolument humain, résolument écologique. L'industrie doit changer elle-même de paradigme pour construire les outils de cette émancipation écologique et sociale contre l'asservissement à la rentabilité financière. Il en va de même pour les services publics, outils indispensables de la maîtrise citoyenne et sociale des nouveaux progrès humains et technologiques. Le monde contrôlé par Facebook ou le monde du partage et des services publics, il va falloir choisir.

Gagner le marché

Elle y a cru, à Macron, aux marcheurs. Elle fut même recrutée au QG de campagne du candidat. Et puis elle en est revenue. A lire Mariel Primois Bizot (*Attention à la marche!*, Indigène éditeur), on comprend mieux comment l'opération des marcheurs s'est construite, entre le terrain « *où des gens comme moi voulaient réfléchir à la vie de la cité* » et les directions « *où là c'était le monde de l'entreprise, l'obsession de la performance, de l'efficacité, on devait gagner le marché de la présidentielle* ». Alors, les marcheurs, une nouvelle façon de faire de la politique? « *Il n'y a pas d'idéologie, pas de confrontations possibles, on ne critique pas sa boîte, on en attend une promotion. On ne fait pas de politique.* » Et leur démocratie directe, si médiatisée? « *C'est comme la Canada dry, la boisson qui sonne comme de l'alcool mais qui n'en est pas* ».

Le nombre d'adhérents? un « *fake news* ». La participation horizontale? « *une blague* ». Le président? un « *gonzo* ». Et puis cet aveu d'un cadre: « *La seule différence (des Marcheurs) avec une start-up, c'est que nous avons beaucoup d'argent mais le business model est à créer.* » C'est vrai que ça donne pas trop envie d'adhérer. ❗

Gérard Streiff



MACRON, ENTREPRISE DE DÉMOLITION

Forces, failles et supercheries
Olivier Dartigolles (144 pages, 10 €)
COMMANDE des organisations
Règlement à l'ordre du PCF à:
PCF - 2, place du Colonel-Fabien
75019 Paris

Prix préférentiel pour les fédérations
Pour des débats autour du livre:
Alain Feuchot afeuchot@pcf.fr (Tél.:
01 40 40 11 11)

PROCHAINES RENCONTRES AUTOUR DU LIVRE

16/5 : Valence

17/5 : Périgueux

20/5 : Bordeaux (Fête Huma 33)

6/6 : Saint-Junien

Industrie et services publics ne sont donc pas les outils dépassés du monde ancien. Il faut les réinventer au service du nouveau monde à construire, en les libérant des logiques de prédation capitalistes et en rendant le contrôle de ses usages sociaux aux objectifs de développement durable des humains et de la planète.

Nous ne pouvons plus nous limiter à demander que soit minimisée « l'empreinte écologique » de l'industrie. Celle-ci doit, aujourd'hui, être entièrement repensée pour être un outil du développement soutenable. Cet essor indispensable de l'initiative communiste écologiste nous conduira à de nouvelles convergences politiques.

L'anticapitalisme nous conduit à l'écologie. Et l'écologie conduira des millions de nos concitoyens à l'anticapitalisme. Aucun des débats qui nous opposent, même le nucléaire civil que nous jugeons nécessaire et maîtrisable sous condition de service public pour lutter contre le réchauffement climatique, ne sont indépassables; si nous sommes capables de nous projeter ensemble et dans l'action vers un monde de justice et d'humanité. Combien sommes-nous déjà, engagés ensemble, pour des nouveaux modèles d'économie circulaire, de circuits courts, d'échanges mondiaux justes et soutenables?

Nous allons débattre, dans ces Assises, des chemins concrets de ce nouvel engagement « éco-communiste ».

Ces Assises peuvent et doivent être une étape fondatrice, qui nous donnera la force et l'énergie de constituer au congrès, les nouveaux réseaux d'initiatives et d'action dont nous avons désormais impérativement besoin pour que notre action écologique change d'époque et d'échelle. ❗

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.